Éditorial

Un célèbre virus m'ayant frappé au mauvais moment, je n'ai pu, à mon grand regret, participer à cette rencontre et bénéficier en direct des réflexions et des échanges qui ont manifestement été riches et cordiaux. J'en fournis une synthèse qui s'en tient à la lecture des comptes rendus. Au moins puis-je la colorer des témoignages que j'ai eus avec celles et ceux qui furent parties prenantes de ces partages.

Les participant-e-s ont apprécié le travail préparatoire fourni par le comité et par les responsables, en particulier Regula Barben, Jean-Luc Gérard, René Jaccard et Laurent Thévoz. Nous leur devons une grande reconnaissance.

Iels ont aussi salué la manière dont les ateliers étaient conçus et animés. Iels ont souligné à quel point les échanges avaient été facilités par la bienveillance réciproque, l'attention portée aux traductions écrites et orales, et la capacité d'auto-organisation que chacune et chacun ont pu mettre en œuvre sans être régenté-e-s par des intervenant-e-s extérieur-e-s. La preuve par l'acte a été apportée : les Grands-parents pour le climat sont assez uni-e-s pour mettre en valeur ce qui les différencie.

L'intitulé des ateliers montre l'éventail des préoccupations de nos membres : des rêves aux institutions, de la gouvernance à l'alimentation et à l'habillement. Il nous reste à poursuivre le travail sur ces thèmes, mais aussi à définir de nouveaux axes. Une exigence forte s'est exprimée : les deux questions de la définition d'un nouveau projet politique national et de la clarification de notre structure sont considérées comme particulièrement cruciales.

Je partage ce diagnostic. Il suppose un travail à deux niveaux : d'abord, formuler et choisir ce projet national, en concertation avec les groupes régionaux, et le soumettre à nos groupes et à nos membres pour validation. On voit déjà que les options varient entre celles et ceux qui voudraient « changer la vie » ou « changer le système » - même si les projets concrets peuvent souvent être vus comme relevant des deux perspectives.

Cinq thèmes ont été évoqués à Bienne :

- Aménagement du territoire : compensation des surfaces imperméabilisées
- Analyse et suivi des politiques climatiques (cantonales, urbaines)
- Finances : investissements respectueux du climat (caisses de pension, épargne)
- Végétalisation des cours de récréation
- Veille (place fédérale ou 10 villes)

Il ne sera pas possible à la prochaine assemblée générale de se déterminer sur le projet national : le comité a demandé aux groupes régionaux de se prononcer, et le calendrier de leurs réunions ne permettra pas de collecter leur avis en temps utile. L'Assemblée générale pourra néanmoins donner une première appréciation sur le thème et sur la manière de finaliser le choix.

Une fois le projet national choisi, les groupes régionaux devraient pouvoir bénéficier de l'appui du comité national, mais aussi pouvoir communiquer entre eux. Ce projet aura en effet certainement des déclinaisons différentes, selon les envies et les ressources locales.

Pour y parvenir, il s'agit ensuite de fluidifier les relations entre groupes régionaux et comité national, ainsi qu'entre ces groupes eux-mêmes. Actuellement, trop de temps et d'énergie sont consacrés à des ajustements et à des explicitations. Une meilleure communication interne est un prérequis indispensable à une présence sur le terrain, à des activités plaisantes et visibles, en somme à une concrétisation améliorée de notre raison d'être.

La définition d'un projet national et l'amélioration de la communication prendront un peu de temps : nous devons nous accommoder du fait que la vie associative et la gouvernance partagée ne prennent pas toujours les plus courts chemins pour aboutir à un résultat. Nous devrions pouvoir élaborer d'ici un an quelques scénarii qui renouvellent notre mission et satisfassent au souci légitime de la démocratie interne, de décisions facilitées, d'une communication plus simple entre l'ensemble de nos instances et de nos membres, et enfin d'une meilleure visibilité publique.

Jean –Yves Pidoux, février 2024